

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
Division de Bar-le-Duc

Bar le Duc , le 11 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ESKA**

Chemin de l'ancienne cimenterie  
55190 PAGNY SUR MEUSE

Références : JPM/116/2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2022 dans l'établissement ESKA implanté Chemin de l'ancienne cimenterie 55190 PAGNY SUR MEUSE. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA
- Chemin de l'ancienne cimenterie 55190 PAGNY SUR MEUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006206225
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ESKA, filiale Nord-Est de Derichebourg Environnement est leader européen dans le domaine de la collecte, de la gestion, du recyclage et de la valorisation des biens d'équipement et de consommation en fin de vie, des matières de récupération et des déchets industriels. Le site de PAGNY SUR MEUSE est un des 24 sites d'exploitation en activité, spécialisé dans le recyclage de résidus de broyage, de biens d'équipements et de consommation en fin de vie (VHU, DEA ainsi que dans la séparation des métaux et des plastiques).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des surfaces et des volumes de stockage
- Prévention de la pollution des eaux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/08/1995, article Article 4.6	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/08/1995, article Article 4.9.2 alinéa 2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage	AP Complémentaire du 25/03/2013, article Article 3	/	Sans objet
Stockage	AP Complémentaire du 25/03/2013, article Article 3	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant n'est pas en mesure le jour de la visite de présenter les plans des réseaux à jour, répondant aux dispositions de l'article 4.6 de l'arrêté du 24/08/1995.

Selon l'exploitant, compte-tenu de l'arrêt de l'ancienne flottation (2018), les eaux de ruissellement se dirigent désormais gravitairement vers un point bas du site, traversent un séparateur d'hydrocarbure et sont rejetées vers le milieu naturel. Ces dernières informations n'ont pas été portées à la connaissance du préfet, ce rejet continu d'eaux pluviales n'est pas prévu ni autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Par ailleurs, l'article 4.9 impose la mise en place d'un dispositif totaliseur sur la canalisation de rejet, ce dispositif est absent.

Il est proposé de mettre en demeure la société ESKA de respecter les dispositions des articles 4.6 et 4.9.2 alinéa 2, en limitant les rejets d'eau aux situations exceptionnelles (comme prévu par l'article 4.6) et en installant un dispositif totaliseur sur la canalisation de rejet.

**2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2013, article Article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Numéro 2711-1 de la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b> Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> .  L'APC autorise un volume susceptible d'être entreposé de 1 210 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> L'exploitant signale que le contrat relatif aux DEEE PAM (petits appareils en mélange) a cessé fin janvier 2022 et que par conséquent il ne reçoit plus ce type de déchets (DEEE bruts). Par contre il est possible que du DEEE de ce type se retrouve dans les autres déchets "entrant" s'il est présent dans des lots de déchets mal triés en entrée sur site. Sur site, l'inspection constate qu'effectivement il subsiste environ 1 à 2 m <sup>3</sup> de ce type de déchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2013, article Article 3
<b>Thème(s) :</b> Rubrique 2713-1 de la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b> Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> .  La surface autorisée par l'arrêté préfectoral est de 27 000 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant précise par mail à l'inspection en date du 15/03/2022 que les 27 000 m <sup>2</sup> autorisés par l'arrêté, correspondent à la surface imperméabilisée du site, ce qui correspond aux constats réalisés sur site. La surface totale du site est de : 5ha 37a
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/1995, article Article 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement transitant sur les stockages de matière et sur les zones de circulation, ainsi que les eaux accidentelles, seront accumulées dans un volume global de rétention d'une capacité minimale de 300 m <sup>3</sup> et constitué par : <ul style="list-style-type: none"><li>- le caniveau central de 40 m<sup>3</sup></li><li>- une piscine de 170 m<sup>3</sup></li><li>- 2 bassins de 50 m<sup>3</sup> chacun au moins</li></ul> Pour être ensuite dirigées vers l'unité de tamisage puis le bassin tampon d'une capacité minimale de 390 m <sup>3</sup> et enfin vers l'unité de traitement, afin d'être dans toute la mesure du possible intégrées dans le process. En cas d'excédent exceptionnel, elles pourront être rejetées au milieu naturel (ruisseau du marais) conformément aux prescriptions de l'article 4.9
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure le jour de la visite de présenter les plans des réseaux à jour, avec les éléments décrits à l'article 4.6 de l'arrêté du 24/08/1995. Par mail du 25-03-2022, l'exploitant apporte des éléments complémentaires, il précise que la piscine de 170 m <sup>3</sup> n'est plus utilisée, c'est un bassin de 150 m <sup>3</sup> à l'intérieur d'un bâtiment qui jouerait son rôle et ce sans incidence sur le volume minimal imposé par l'AP. Les plans fournis à la suite de l'inspection ont permis d'identifier que les eaux de ruissellement sur les aires étanches de stockage des déchets se dirigent gravitairement vers le point de rejet du site. Ce rejet continu d'eaux pluviales n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral, lequel prévoit un rejet uniquement en cas d'excédent exceptionnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/1995, article Article 4.9.2 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, point de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> La canalisation de rejet doit être équipée d'un dispositif de mesure totaliseur.
<b>Constats :</b> La canalisation de rejet n'est pas équipée d'un dispositif totaliseur
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription